

Ecoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

GUERRE EN UKRAÏNE

Gazprom a suspendu ses livraisons de gaz à destination de la Pologne et de la Bulgarie. Ces deux pays refusaient de payer en roubles. D'autres pourraient suivre.

Les faits du jour

- Gazprom a suspendu toutes ses livraisons de gaz à la Bulgarie et à la Pologne après leur refus d'effectuer leurs paiements en roubles. Les deux pays sont désormais approvisionnés en gaz « par leurs voisins de l'Union européenne », a affirmé la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.
- L'armée russe a affirmé avoir détruit, à l'aide de missiles, une « grande quantité » d'armes livrées à Kiev par les Etats-Unis et des pays européens, dans le sud-est de l'Ukraine. Elle assure également avoir effectué des frappes aériennes contre 59 cibles ukrainiennes.
- L'armée ukrainienne a quant à elle indiqué avoir bombardé les positions russes sur l'île aux Serpents, en mer Noire, devenue un symbole de la résistance ukrainienne.
- Les autorités de la république séparatiste pro-russe de Transnistrie, en Moldavie, ont annoncé qu'un village frontalier de l'Ukraine hébergeant un important dépôt de munitions russes avait été la cible de tirs après avoir été survolé par des drones.

Energie : la Russie est la première à dégainer l'arme du gaz

Principaux gazoducs alimentant l'UE et la Grande-Bretagne

xx volumes annuels maximums transportés (en milliards de m³)



BERNARD PADOAN

C'est une étape majeure qui vient d'être franchie par la Russie dans son bras de fer avec les pays européens : Moscou a pour la première fois depuis le début de son invasion de l'Ukraine, fermé une partie de ses robinets de gaz. Les deux pays visés : la Pologne et la Bulgarie. Ce mercredi, la société Gazprom a suspendu ses livraisons à la société gazière polonaise PGNiG et à son homologue bulgare Bulgargaz, au motif que ces derniers refusent de payer leurs factures en roubles, comme l'exige le Kremlin depuis le début du mois. Moscou a mis en place un système de paiement via la filiale bancaire Gazprombank, l'une des seules banques russes épargnées par les sanctions occi-

dentales qui a coupé l'accès au système international de paiement Swift à la plupart d'entre elles : les acheteurs de gaz russe doivent ouvrir un compte et verser leurs paiements en euros ou en dollars, qui sont ensuite convertis en roubles.

A cette heure, on ignore combien de compagnies gazières européennes ont effectivement accepté de s'y plier. Selon l'agence de presse Reuters, la Hongrie et la compagnie gazière Uniper - principale importatrice de gaz russe en Allemagne -, auraient marqué leur accord. Dix acheteurs européens auraient déjà ouvert des comptes auprès de Gazprombank et quatre auraient effectué des paiements, selon une source proche du groupe Gazprom, citée par l'agence financière Bloomberg. Interrogée ce mercredi midi à ce sujet, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a rappelé qu'un paiement en roubles de contrats libellés en euros ou en dollars - soit 97 % des contrats existants - « constitue une violation des sanctions » qui pèsent actuellement sur la Russie. « Les compagnies ne doivent pas accéder à cette demande russe », a insisté Ursula von der Leyen.

« Violation du contrat Yamal »

C'est pour s'y être refusé que PGNiG et Bulgargaz ont donc été privés de gaz russe, qui constitue respectivement 50 et 90 % du gaz consommé en Pologne et en Bulgarie. Du côté polonais, on se veut toutefois rassurant. « La situation n'affecte pas les approvisionnements courants des clients de PGNiG », a indiqué la société dans un communiqué, qui dénonce « une violation du contrat Yamal (le nom du gazoduc qui relie la Pologne à la Russie, NDLR) » et se réserve « le droit de demander des réparations ».

La ministre polonaise du Climat, Anna Moskwa, a assuré qu'il n'y aura pas de pénurie de gaz en Pologne, disant que son pays était prêt à « une indépendance totale vis-à-vis des matières premières russes ». La Pologne, qui est l'un des Etats les plus en pointe dans le soutien à l'Ukraine, avait déjà annoncé qu'elle ne renouvellerait pas son contrat avec Gazprom à la fin de cette année. Et le pays travaille depuis plusieurs années à la diversification de son approvisionnement (terminal LNG sur la Baltique,

gazoducs en cours d'achèvement vers la Norvège et la Lituanie). Surtout, les stocks de gaz polonais sont remplis à 75 % - le taux le plus élevé de l'UE après le Portugal qui affiche un remplissage de 88 % -, même si Varsovie affirme ne pas avoir besoin de piocher dans ceux-ci à l'heure actuelle.

De son côté, le gouvernement bulgare a affirmé que le pays s'était « pleinement acquitté » de ses obligations contractuelles, assurant que « des actions pour trouver des arrangements alternatifs pour la fourniture de gaz naturel et faire face à la situation » ont été entreprises. Cette interruption de livraison « constitue une grave violation du contrat », a déclaré Kiril Petkov, le Premier ministre bulgare, dont le pays est un des seuls membres de l'Otan à ne pas avoir fourni d'armes à l'Ukraine. « Nous ne céderons pas à un tel racket. Cet acte unilatéral de chantage est inacceptable. »

« Un nouvel échec » du Kremlin

« Injustifié et inacceptable », ce sont aussi les mots utilisés plus tôt mercredi par Ursula von der Leyen. « Cela montre une fois de plus le manque de fiabilité de la Russie en tant que fournisseur de gaz », a-t-elle indiqué, annonçant par ailleurs que la Pologne et la Bulgarie reçoivent du gaz de leurs voisins de l'Union européenne. « Un nouvel échec » du Kremlin, selon Ursula von der Leyen, pour qui « l'ère des carburants fossiles russes en Europe arrive à sa fin », en soulignant « les recettes importantes » dont la Russie se prive. « Nous sommes préparés à ce scénario », a-t-elle dit. « Nous nous sommes efforcés de garantir des livraisons alternatives et les meilleurs niveaux de stockage possibles dans toute l'UE (le taux de remplissage moyen étant de 31,8 %, mais de seulement 14,7 % en Belgique, le moins bon élève de la classe, NDLR). Les Etats membres ont mis en place des plans d'urgence pour un tel scénario. Nous continuerons également à travailler avec nos partenaires internationaux pour garantir des flux alternatifs ».

La décision russe n'en crée pas moins une inquiétude sur les marchés. A l'ouverture de la séance, la référence européenne de gaz naturel Dutch TTF s'enlevait de 17 % à 125 euros/MWh, avant de se replier à 109 euros/MWh en fin

KROLL PRÉSENTE... MAX TILGENKAMP

